

AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET
N° 2/ASMI/MINESUP/SIGAMP/2026 DU 01.04.2026 POUR LA PRESELECTION DES
CONSULTANTS EN VUE DE L'ELABORATION DU PLAN DIRECTEUR DE LA RECHERCHE
UNIVERSITAIRE (phase 1).

1- CONTEXTE GENERAL

Dans le cadre de la mise en œuvre de la SND30 et du Plan Directeur d'industrialisation, l'enseignement supérieur est appelé à jouer un rôle majeur dans l'émergence du Cameroun à l'horizon 2035. La recherche universitaire, en tant que source de savoirs et de compétences, doit contribuer à proposer des solutions endogènes adaptées aux défis socio-économiques. Malgré les nombreuses initiatives déjà engagées pour stimuler la recherche, les résultats demeurent en deçà des attentes en raison de contraintes juridiques, structurelles, fonctionnelles et financières. Cette situation révèle une inadéquation entre la production scientifique et les priorités de développement national, ainsi qu'une faible valorisation des résultats obtenus. D'où la nécessité d'un plan directeur de la recherche universitaire, capable de structurer, d'innover et de renforcer la contribution de la recherche au développement socio-économique du pays.

2- OBJET

Le présent avis de sollicitation à manifestation d'intérêt a pour objet, la préqualification des consultants devant participer à l'appel d'offres national restreint pour sélectionner un consultant chargé d'élaborer le Plan Directeur de la Recherche Universitaire (phase 1).

3- PARTICIPATION

La participation à la présente sollicitation à manifestation d'intérêt est réservée aux cabinets/bureaux d'études justifiant d'une expérience avérée dans les domaines concernés.

Les candidats devront justifier d'une grande expérience capitalisée par leurs Experts dans ces domaines.

4- DOSSIER DE CANDIDATURE

Les cabinets/bureaux d'études qui souhaiteraient manifester leur intérêt à réaliser les prestations décrites ci-dessus devront fournir les pièces ci-après, présentées en deux (02) volumes :

A. Volume 1 « pièces administratives »

Ce volume contiendra les documents ci-après :

N° D'ORDRE	DOCUMENT
A1	Lettre timbrée au tarif en vigueur de Déclaration de Manifestation d'Intérêt du candidat faisant apparaître la raison sociale, l'adresse du siège social, les contacts, etc.
A2	Attestation d'immatriculation timbrée;
A3	Attestation de conformité fiscale, en cours de validité, (pièce produite en original)

A4	Certificat de non exclusion des marchés publics délivré par l'Agence de Régulation des Marchés Publics (Pièce produite en Original) comportant : <ul style="list-style-type: none"> - Nom, adresse et N° de Tel. de la structure ; - N° et objet du dossier de consultation ; - Le Maître d'ouvrage
A5	Attestation de non-faillite délivrée par le Tribunal de Grande Instance du lieu de résidence du soumissionnaire (original)
A6	Copie certifiée du registre de commerce
A7	Plan de localisation signé et certifié sur l'honneur par le soumissionnaire, précisant la commune du lieu d'établissement, la dénomination du quartier et le lieu-dit

En cas de groupement de cabinets/bureaux d'études, les pièces A2, A3, A4 et A5 ci-dessus mentionnées doivent être fournies par chaque membre constitutif. Dans ce cas, le mandataire du groupement doit être formellement désigné par un acte notarié joint au présent dossier.

NB 1 : Un délai de 48 heures est accordé aux soumissionnaires pour compléter en cas d'absence ou de non-conformité une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis. Passé ce délai, l'offre sera simplement et purement rejetée.

NB 2 : Toute fausse déclaration entraînera le rejet de l'offre du candidat.

B. Volume 2 « offre technique »

Il contiendra tous les documents relatifs à la compétence et aux références générales des soumissionnaires et à leur surface financière placés dans l'ordre indiqué dans le tableau suivant :

N° D'ORDRE	DOCUMENTS DE METHODOLOGIE									
B1	<p>Références du Cabinet ou du Bureau d'Etudes Technique (BET) : le candidat présentera ses références dans les études similaires au cours des cinq (05) dernières années. Pour être valide, la référence devra être justifiée par les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - -le nom du Maître d'Ouvrage ; - -les copies des contrats signés (première et dernière pages) ; - -le lieu d'exécution du projet ; - -la copie du procès-verbal de réception ; - -le certificat de bonne fin délivrée par le Maître d'Ouvrage ou ses services ou l'attestation de mainlevée de la caution de bonne fin, le cas échéant 									
B2	<p>PERSONNEL CLE</p> <p>La consultation sera assurée par une équipe pluridisciplinaire dont les membres doivent justifier d'une disponibilité effective pendant la durée de la mission.</p> <p>Le personnel clé doit posséder au minimum l'expérience suivante :</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Postes</th> <th>Diplômes sollicités (au moins)</th> <th>Qualifications requises</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Spécialiste en gouvernance</td> <td>Doctorat ou Master en droit, gouvernance, anthropologie ou sociologie ou équivalent</td> <td>avoir au moins cinq (05) ans d'expérience professionnelle dans le domaine de la gouvernance universitaire ; avoir participé au moins dans trois (03) études/projets dans le secteur de l'éducation ;</td> </tr> <tr> <td>Spécialiste en économie de l'éducation</td> <td>Doctorat en sciences de l'éducation, lettres, sciences de gestion, sciences juridiques ou équivalent</td> <td>avoir au moins cinq (05) ans d'expérience professionnelle dans le domaine de l'éducation ; avoir participé au moins dans deux(02) études/projets dans le secteur de l'éducation ;</td> </tr> </tbody> </table>	Postes	Diplômes sollicités (au moins)	Qualifications requises	Spécialiste en gouvernance	Doctorat ou Master en droit, gouvernance, anthropologie ou sociologie ou équivalent	avoir au moins cinq (05) ans d'expérience professionnelle dans le domaine de la gouvernance universitaire ; avoir participé au moins dans trois (03) études/projets dans le secteur de l'éducation ;	Spécialiste en économie de l'éducation	Doctorat en sciences de l'éducation, lettres, sciences de gestion, sciences juridiques ou équivalent	avoir au moins cinq (05) ans d'expérience professionnelle dans le domaine de l'éducation ; avoir participé au moins dans deux(02) études/projets dans le secteur de l'éducation ;
Postes	Diplômes sollicités (au moins)	Qualifications requises								
Spécialiste en gouvernance	Doctorat ou Master en droit, gouvernance, anthropologie ou sociologie ou équivalent	avoir au moins cinq (05) ans d'expérience professionnelle dans le domaine de la gouvernance universitaire ; avoir participé au moins dans trois (03) études/projets dans le secteur de l'éducation ;								
Spécialiste en économie de l'éducation	Doctorat en sciences de l'éducation, lettres, sciences de gestion, sciences juridiques ou équivalent	avoir au moins cinq (05) ans d'expérience professionnelle dans le domaine de l'éducation ; avoir participé au moins dans deux(02) études/projets dans le secteur de l'éducation ;								

Spécialiste en statistique et économétrie	Doctorat en sciences économiques ou équivalent	avoir au moins cinq (05) ans d'expérience professionnelle dans le domaine de la statistique et de l'économétrie ; avoir occupé un poste de responsabilité dans une structure de recherche ; avoir produit des résultats chiffrés au moins dans deux (02) études/projets dans le secteur de l'éducation ;
Spécialiste en planification stratégique et management des ressources organisationnelles	Doctorat en sciences de gestion, sciences juridiques, sciences politiques ou équivalent	avoir au moins cinq (05) ans d'expérience professionnelle dans le domaine de la planification stratégique et de la gestion des ressources; avoir participé au moins dans deux(02) études/projets dans le secteur de l'éducation ;
Spécialiste en évaluation et suivi des programmes et projets sociaux	Master en analyse et évaluation des projets ou équivalent	avoir au moins cinq (05) ans d'expérience professionnelle dans le domaine de l'évaluation et le suivi des programmes et projets sociaux ; avoir évalué et assuré le suivi d'au moins deux(02) études/projets dans le secteur de l'éducation ;
Spécialiste en mathématiques	Doctorat en mathématiques ou équivalent	avoir au moins cinq (05) ans d'expérience professionnelle dans la modélisation mathématique des phénomènes complexes ; avoir participé au moins à deux(02) études/projets dans le secteur de l'éducation en utilisant les outils mathématiques suivant un raisonnement logique ;
Spécialiste en systèmes d'information	Ingénieur ou Master en Informatique ou en système d'information ou équivalent	avoir au moins trois (03) ans d'expérience professionnelle dans la pratique numérique des phénomènes économiques et sociétaux ; avoir participé au moins à deux(02) études/projets dans le secteur de l'éducation en économie numérique et gestion des systèmes d'information ;

Pour être pris en compte le personnel présenté par le Cabinet devra produire :

- un Curriculum Vitae (CV), daté et signé de trois mois au plus ;
- une photocopie certifiée conforme du diplôme requis ;
- une attestation de disponibilité signée sur l'honneur par le personnel.

B3	<p>Une note méthodologie : cette note méthodologique, qui est une note d'orientation stratégique, décrit la démarche à suivre pour la réalisation desdites prestations ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Compréhension de la mission et observations sur les TDR - Plan d'organisation : de plan de l'organisation qui devra présenter globalement les étapes de la démarche à suivre ; - Chronogramme d'exécution : le soumissionnaire devra proposer le chronogramme détaillé des activités à mener pour la réalisation des prestations.
B4	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Liste du matériel d'exécution <ul style="list-style-type: none"> - Matériel de bureau - Matériel informatique - Matériel didactique

NB : Les Termes de Référence (TDR) détaillés de la mission peuvent être obtenus à l'adresse indiquée ci-dessous aux heures suivantes : de 10 heures à 15 heures 30 minutes, heures locales.

5- REMISE DES OFFRES

Aux fins de la remise des offres, chaque offre rédigée en français ou en anglais devra être transmise par le soumissionnaire par voie électronique sur la plateforme COLEPS au plus tard le 05.05.2026 à 15 heures précises, heure locale.

En sus de l'offre transmise par voie électronique, le soumissionnaire devra également transmettre sous plis scellé dans les délais impartis, une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde » auprès de la Structure Interne de Gestion Administrative des Marchés du Ministère de l'Enseignement Supérieur, porte 1403, au 14^{ème} étage de l'Immeuble Ministériel n°2 :

Sur ce plis scellé, la mention ci-dessous devra être inscrite :

« AVIS DE SOLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET
N° 072/ASMI/MINESUP/SIGAMP/2026 DU 05.05.2026 POUR LA PRESELECTION DES CONSULTANTS EN VUE DE
L'ELABORATION DU PLAN DIRECTEUR DE LA RECHERCHE UNIVERSITAIRE (PHASE 1).

« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

NB : Le défaut de la copie de sauvegarde est imputable au soumissionnaire défaillant en cas de nécessité.

✚ Taille et format des fichiers

Les tailles maximales des documents qui vont transiter sur les plateformes et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 Mo pour l'Offre Administrative ;
- 15 Mo pour l'Offre Technique ;
- 5 Mo pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

6- RECEVABILITE DES PLIS

L'offre à fournir par le soumissionnaire comprend deux (02) fichiers électroniques correspondant aux deux (02) volumes administratifs et techniques.

Chaque fichier doit explicitement porter un intitulé qui renvoie à la nature de son contenu (Offre Administrative, Offre Technique). Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage toute offre ne respectant pas ces critères.

7- OUVERTURE DES PLIS

L'ouverture des plis se fera en un (01) temps.

En tout état de cause, l'ouverture des pièces administratives et des offres techniques aura lieu le 05.05.2026... à 16 heures par la Structure Interne de Gestion Administrative des Marchés du Ministère de l'Enseignement Supérieur.

Les soumissionnaires ne peuvent assister à cette séance d'ouverture.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de la Cotation. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'Appel d'offres.

8- CRITERES D'EVALUATION DE L'OFFRE

8.1. Critères éliminatoires

N°	Rubrique	Oui/Non
I- Critères éliminatoires relatifs au dossier administratif		
1.	Non-production au-delà du délai de 48h d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission)	Oui/Non
II- Critères éliminatoires relatifs à l'offre technique		
2.	Note technique inférieure à soixante-dix (70) points sur 100	Oui/Non

8.1. Critères essentiels

Les offres techniques seront évaluées sur cent (100) points selon les critères essentiels qui porteront sur :

N°	Désignation	Nombre de points
1-	Présentation de l'offre	05
2-	Références du soumissionnaire dans la réalisation des prestations similaires	25
3-	Note méthodologique (compréhension de la mission et observation sur les TDR, plan d'organisation et chronogramme d'exécution)	15
4-	Expérience des Experts affectés à la mission :	50
5-	Liste du matériel justifié	5
TOTAL		100

Le score technique minimum requis est de soixante-dix (70) points sur 100.

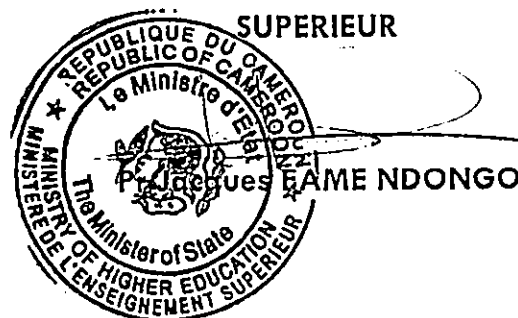
9- RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Ministère de l'Enseignement Supérieur, Direction des Affaires Générales, Service du Matériel et de la Maintenance, porte 1441, au 14^{ème} étage de l'immeuble ministériel N°2, tel : 222 22 66 90, dès publication du présent avis ou en ligne sur les plateformes COLEPS ou PRIDESOFT aux adresses : <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

10- LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LES MAUVAISES PRATIQUES

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes, tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) SMS ou appel aux numéros suivants : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

**LE MINISTRE D'ETAT, MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR**



Copies :

- MINMAP
- ARMP (JDM)
- Président CIPM-MINESUP (pour information)
- Affichage (Chrono)
- SIGAMP-MINESUP (pour archivage).

